

Coupe du monde de rugby 2023 : le comité d'organisation rassure les sénateurs sur la sécurité de l'événement

Pour Julien Collette : "Il faut intégrer la sécurité à la qualité des parcours clients"

Le 16 fév 2023

Par Henri Clavier

A presque six mois du début de la compétition, la commission Culture a auditionné Jacques Rivoal président et Julien Collette, directeur général du groupement d'intérêt public France 2023.

Les récents scandales ayant touché les instances du rugby ont été évoqués sans que cela soit central dans les échanges. Pour Julien Collette, le comportement de son prédécesseur Claude Atcher - écarté pour son management brutal - et la récente démission de Bernard Laporte ne menacent pas la réputation de l'événement « les affres qu'ont traversées la gouvernance du comité et (le) rugby français en général n'ont pas pesé du tout sur l'image de marque ». Une réponse qui n'a pas vraiment convaincu les socialistes Jean-Jacques Lozach et David Assouline.

Dans une atmosphère détendue, les sénateurs ont néanmoins fait part de certaines réserves à l'égard de l'organisation d'événements sportifs aussi massifs. Rappelons-le, la Coupe du monde de rugby est le troisième événement sportif le plus important et suivi du monde (après les Jeux olympiques et la Coupe du monde de football) avec près d'un milliard de spectateurs. 20 équipes participeront à la Coupe du monde et près de 600 000 visiteurs sont attendus entre le 8 septembre et le 28 octobre. Un événement particulièrement long par rapport aux jeux olympiques et

paralympiques qui s'étendent sur un mois. De plus, l'événement se déroulera dans 9 villes hôtes.

L'ampleur de l'événement a donc légitimement rappelé les [difficultés rencontrées par les autorités françaises dans l'organisation de la finale de la Ligue des champions le 28 mai 2022 au Stade de France](#). Après un rapport sénatorial, un rapport de l'UEFA (l'instance dirigeante du football européen) pointe la responsabilité de la préfecture de police et du gouvernement français dans les violences qui ont eu lieu en amont de la rencontre.

Quelles leçons tirer des événements du Stade de France le 28 mai 2022
s'interroge Thomas Dossus

Les forces de l'ordre avaient eu massivement recours aux gaz lacrymogènes contre les supporters anglais du club de Liverpool. Un zèle condamné par l'UEFA et le rapport sénatorial qui mettait en lumière une erreur de jugement à l'égard des supporters britanniques. Une source d'inquiétude pour les sénateurs puisqu'environ 30 % des détenteurs de billets pour la Coupe du monde sont originaires des îles britanniques.

La peur d'un *remake* des violences du Stade de France ?

Devant la commission sénatoriale à l'origine du rapport sur les violences du Stade de France, les organisateurs de la Coupe du monde de rugby ont tenu un discours rassurant. « Pour assurer la meilleure sécurité de cet événement, il faut intégrer la sécurité au parcours client, et non pas la considérer comme une politique à part, vivant sa vie en dehors de l'organisation de l'événement » a martelé Julien Collette. Pour le directeur général de France 2023, les leçons ont été retenues notamment dans le rapport aux spectateurs.

Pour Julien Collette : "Il faut intégrer la sécurité à la qualité des parcours clients"

Si les fans de rugby sont très différents des fans de football (notamment dans l'organisation des groupes de supporters), le comité organisateur

affirme avoir voulu créer un rapport de confiance avec les spectateurs grâce à un « système qui nous permet de détenir toutes les données de tous nos clients et donc de pouvoir communiquer avec eux ». En échange de leurs données, les spectateurs obtiendraient donc la garantie d'un dialogue entre eux et les équipes chargées de la sécurité de l'évènement. L'absence d'échange entre la police et les supporters a été un élément déclencheur des violences du Stade de France.

Le dispositif sécurité doit être adapté en fonction des différents sites, avec, selon Julien Collette le déploiement de « 6 300 agents de sécurité privés ». Ce dernier s'est voulu rassurant en déclarant que « le pic de mobilisation d'agents de sécurité privé correspond à un week-end de match de ligue 1 ». Un dispositif adapté en fonction de chaque stade et spécificité a affirmé le directeur général « jusqu'à 1 000 agents de sécurité autour du Stade de France et 300 au stade de la Beaujoire ».

Lutter contre le marché noir grâce à « une plateforme officielle de revente de la billetterie »

Interrogés au sujet de la billetterie et de l'existence d'un marché noir - la circulation de faux billets le soir de la finale de la Ligue des champions avait accru les tensions - les membres du comité d'organisation ont joué la carte de l'apaisement. En outre, avec 2,2 millions de billets vendus Jacques Rivoal s'est réjoui de l'équilibre économique de l'évènement « On est capable d'affirmer que le résultat net sera entre 45 et 50 millions ».

“Une plateforme officielle de revente de la billetterie” pour lutter contre le marché noir

Après s'être félicité du « succès phénoménal » de la billetterie, Julien Collette a détaillé les moyens mis en œuvre pour lutter contre la revente de billets au marché noir « Nous avons mis en ligne au mois de janvier une plateforme officielle de revente de la billetterie ». La mise en place d'un système officiel de revente des billets doit donc permettre de limiter la circulation de faux billets et le développement d'un marché noir. Loin d'être naïf les représentants du comité ont expliqué que la lutte contre le marché

noir ne se limiterait par à une plateforme de revente officielle « Nous surveillons les plateformes de revente de billets, comme « Viagogo » contre laquelle nous venons d'obtenir une décision de justice favorable ».

Une répétition générale avant les Jeux olympiques 2024 ?

Moins d'un an avant la tenue des Jeux olympiques et paralympiques à Paris en 2024, la Coupe du monde de rugby est souvent perçue comme un véritable test pour les autorités françaises. Beaucoup refusent pourtant cette comparaison entre deux événements très différents. « Ce n'est pas un événement parisien pour les *happy few* » a d'emblée précisé Jacques Rivoal avant que Julien Collette n'ajoute « C'est une coupe du monde des territoires ».

La compétition permettra, en tout cas, de tester sur la durée [les nouveaux moyens expérimentaux de surveillance prévus par la loi sur les JO 2024](#).

Parmi ces moyens, l'utilisation, très critiquée, de la vidéosurveillance « augmentée » par intelligence artificielle avec l'utilisation d'algorithmes pour identifier les situations à risque. Le directeur général de France 2023 a tenu à minimiser l'existence de risques similaires à ceux de 2022 au Stade de France ou ceux à venir pour les Jeux olympiques 2024 : « Le centre de renseignement olympique a identifié comme menace principale le risque cyber plus que le risque d'attentat terroriste ou de délinquance ».

Publié le : 16/02/2023 à 17:17 - Mis à jour le : 16/02/2023 à 17:27

La rédaction vous recommande